



L'EMPLOI À LA DGFIP : ÉTAT D'URGENCE !

La réalité de l'emploi à la DGFIP

- Depuis 2008, date de mise en œuvre de la fusion ce sont 16 000 emplois supprimés, et plus de 30 000 emplois supprimés depuis 2000 ;
- Pour 2015, c'est encore 2 000 suppressions d'emplois ;
- Pour 2016, c'est près de 2 500 suppressions d'emplois programmées pour le ministère, la plus grande partie étant assumée par la DGFIP ;
- Ce sont plusieurs milliers de postes vacants, et donc, pour le gouvernement, des économies supplémentaires en ne réalisant pas les recrutements indispensables.

Pour les agents de la DGFIP, ce sont :

- des chaises vides autour d'eux ;
- des mutations bloquées pour ne pas dévitaliser certaines directions ;
- un accroissement de la pression managériale et une dégradation des conditions de vie au travail ;
- une perte de sens des tâches accomplies.

Les conséquences sont simples :

- Des missions de Service Public qui ne cessent de se dégrader ;
- Des structures de la DGFIP de plus en plus difficiles à faire fonctionner ;
- Des attaques de plus en plus fortes sur le statut de la fonction publique et les droits et garanties pour mettre toujours plus de pressions sur les agents de la DGFIP ;
- Des conditions de vie au travail qui deviennent extrêmement difficiles... et donc un mal être au travail gigantesque !

Les causes de cette réalité sont, elles aussi évidentes, il s'agit des politiques d'austérités menées par les différents gouvernements. Ils considèrent la dépense publique comme la cause de tous les maux et ne voient que sa réduction comme seul remède. Ils n'ont de cesse de détruire tous les services publics au détriment des populations et des usagers.

Pour la CGT, le Service Public est une richesse qu'il faut préserver. C'est la garantie pour tous d'un égal traitement dans la République. Mais pour cela, il faut des moyens, et des emplois !

La CGT combat les politiques menées depuis plus d'une décennie, et revendique outre l'arrêt des suppressions d'emplois, qu'ils en soient créés de nouveaux pour répondre aux besoins de service public à la DGFIP et dans toute la Fonction publique !

Pour peser sur les choix, une seule solution : l'action collective ! Dès lors, la CGT Finances Publiques appelle à participer à la journée d'action interprofessionnelle de ce jeudi 8 octobre !

Tous en grève le 8 octobre !



Montreuil, le 6/10/2015

Syndicat national

CGT Finances Publiques

• Case 450 ou 451

• 263 rue de Paris

93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr

• dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63